

**Compte rendu de l'Assemblée générale du Comité d'Histoire
des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports (CHMJS)
- 9 novembre 2016 –**

Présents : Anne LAMBERT représentée par Catherine BAUDE ;Marianne LASSUS ;Michel CHAUVEAU
Pierre FRANCOIS ;Denise BARRIOLADE ; Jean-Bernard PAILLISSER ;Marie GRASSE ;Claude BOLI ;Laurence
MUNOZ ;Pierre PARLEBAS ;Philippe CALLE ;Pierre LACROIX ;Martine GUSTIN-FALL ;Laurence LEFEVRE
représentée par Annie MILON ; Jean-Benoît DUJOL; Thibaut DE SAINT POL ;François BODDAERT.

Excusé(e)s : Amélie TURET Présidente de la SFHJS; Patrick CLASTRES ; Jean DURRY ; Jean Pierre DE
VINCENZI ; Hervé CANNEVA ; Thérèse SALVADOR ; Jeanne VO HUU LE ; Laurent BESSE ; Sylvie HIRTZIG ;
Joel BLONDEL.

Invité(e)s : Marion WATELLE, Bureau de la Communication ; Anne-Solweig GREMILLET et Lucie
VERGNES de l'INSEP (secteur éditions) ; Pierre PELLICIER.

Avant de présenter le rapport moral, Martine GUSTIN-FALL remercie de leur présence les
directions d'administration centrale et d'établissements nationaux : INSEP, INJEP, Musée du
sport. Elle remercie également les historiens qui, malgré leur charge de travail, participent
activement aux travaux en les légitimant scientifiquement, les membres qualifiés qui donnent
de leur temps pour mettre en œuvre des chantiers d'intérêt collectif, répondre aux questions
des sympathisants, participer aux séminaires, aux colloques ou encore conduire les interviews...

Rapport moral

Par arrêté ministériel du 23 août 2016, Madame Martine GUSTIN-FALL a été désignée en qualité
d'inspectrice générale de la jeunesse et des sports (IGJS), présidente du comité d'histoire pour
succéder à Richard MONNEREAU qui n'a pas souhaité renouveler son mandat.

La nouvelle présidente salue le travail que Richard MONNEREAU a conduit durant ces trois
dernières années au profit du comité, et l'énergie qu'il a déployée pour mieux faire connaître
cette instance au moyen de rendez-vous « d'histoire » qui ont réunis des personnalités
reconnues.

Il est rappelé que c'est un inspecteur général, Joël BALAVOINE, trop tôt disparu, qui, en 2007 a
créé le comité d'histoire et l'a placé sous la présidence de l'inspection générale. Il lui aura fallu
cinq années de travaux préparatoires pour concevoir cette structure et convaincre l'institution
de l'installer. Cette mission a été conduite avec Jacques TOUZEAU, inspecteur principal de la

jeunesse et des sports qui exerça, entre autres fonctions, celle de directeur de l'INJEP dans la décennie 1990, qui a, lui aussi, quitté brutalement ce monde au printemps dernier.

Il est rendu hommage à ces deux brillants esprits, à ces militants de la jeunesse et des sports, qui ont voulu ce comité d'histoire pour construire ce lieu de mémoire, passerelle entre le passé de cette administration, - esquissée au début des années 1930 mais véritablement structurée après la deuxième guerre mondiale -, et son présent, entre ses pères fondateurs et les acteurs d'aujourd'hui, voire de demain.

Une pensée est adressée également à ceux et celles qui sont disparus dernièrement et qui de près ou de loin ont participé aux actions du CHMJS.

La présidente confirme, avec les membres présents et empêchés, sa volonté de poursuivre cette tâche de recueil de témoignages, de faits, de décisions administratives, de politiques... qui, on l'espère, seront ensuite exploités, analysés par des historiens pour devenir des documents de référence. *« C'est en effet la mission fondamentale du comité que nous constituons et que nous faisons vivre avant tout par notre engagement. »*

En effet, hormis les bonnes volontés conjuguées, le comité d'histoire du MJS, contrairement à celui du ministère de la Culture par exemple, ou encore celui de l'Environnement (qui bénéficient de plusieurs postes dédiés et de subventions) ne dispose que de moyens « ténus ». Depuis une année, trois avancées ont néanmoins pu être notées :

- un local a été concédé au comité par l'administration avec l'appui du bureau du cabinet du ministre chargé des Sports, situé avenue de France ;

- la DJEPVA, qu'elle en soit remerciée chaleureusement, assure la gestion de l'enveloppe de crédits dédiée ;

- depuis six mois, François BODDAERT a eu l'autorisation de prendre 20% de son temps de travail auprès du secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales (SGMAS) pour le développement du service civique pour assurer le secrétariat général exécutif (SGE) du comité.

Il faut souligner l'importance de ce dernier point relatif à cette mission de suivi administratif, de relations publiques, de rédaction de courrier qu'assure avec bonheur et efficacité F. BODDAERT. Il est d'autant plus important de souligner ce point que F. BODDAERT, qui aujourd'hui ne bénéficie pas d'une affectation pérenne, est susceptible de quitter son poste de SGE du comité à la fin de cette année pour justement exercer dans un poste plus stable.

Il est ainsi rappelé aux administrateurs que ce point central pour la poursuite du travail en cours a conduit la Présidente à rencontrer, d'une part la directrice de cabinet du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports pour l'informer de la situation concrète du comité, d'autre part la DRH pour plaider en faveur, soit d'une pérennisation de l'emploi de F. BODDAERT au sein du SGMAS en consacrant 20% de son temps au comité, soit par le remplacement par un fonctionnaire motivé et en capacité d'une part de bénéficier de cette mise à disposition partielle, d'autre part d'assurer aussi bien les missions que le fait F. BODDAERT.

Ces démarches ont permis d'appeler l'attention du cabinet du ministre sur la nécessité d'un rattachement plus formel du comité à l'administration afin d'avoir un positionnement institutionnel plus solide et de pérenniser ainsi l'octroi de crédits et de moyens humains dédiés.

Consciente de la proximité d'échéances électorales présidentielle et législative qui rend la période délicate pour revoir en profondeur le positionnement du comité dans l'environnement institutionnel, la Présidente souligne que le comité doit, malgré tout poursuivre son travail d'amélioration de sa visibilité, de sa crédibilité et de son sérieux dans ses entreprises.

Le compte rendu d'activités (ci-dessous) illustre ces points en rappelant les actions conduites et en cours ; le projet d'activités à trois ou quatre ans (ci-dessous) démontre aussi la détermination à moyen terme du comité.

Rapport d'activités 2016

La présentation du rapport d'activités s'inscrit logiquement dans la suite du rapport moral, mais le contexte institutionnel instable demande à soigner *"la lisibilité du comité, à administrer la preuve qu'il travaille pour l'avenir, qu'avec les moyens qui sont les siens, il oeuvre pour une action encore plus dense, plus « professionnelle », plus en interaction avec les partenaires"* (citation de la présidente) :

- les autres comités d'histoire,
- les associations qui comme nous recueillent des données
- le musée du sport
- les structures publiques ou privées qui traitent d'archivage, dont les services documentation et archives de la **Direction des finances, des achats et des services** et des 2 Instituts, notamment ;
- les directions de la communication
- etc

Il est fait un rappel des grandes lignes de l'activité qui ont marqué l'année 2016, puis Michel CHAUVEAU, Denise BARRIOLADE, Pierre FRANÇOIS et François BODDAERT ont pu exposer les dossiers qu'ils ont particulièrement suivis et ont fait part de leurs analyses.

Tout d'abord, les activités permanentes du comité d'histoire :

- **La lettre du comité d'histoire**

L'écriture et la publication régulière (toutes les 5 à 6 semaines) de la lettre du comité d'histoire qui a été rénovée avec succès et enrichie. Cette lettre doit encore étoffer sa liste de destinataires. Cet outil d'information et de communication, de bonne facture, est essentiel pour le comité d'histoire et ses relations avec les institutions partenaires, les administrations dites de tutelle ainsi que les autres départements ministériels, les services déconcentrés, les associations, les personnalités qualifiées, associées ...

Son contenu fait l'écho des publications les plus significatives du champ, des séminaires ou colloques d'intérêt, des événements marquants ...

- **La participation des membres à des séminaires, colloques, commémorations, évènements ou encore groupes de travail.**
- **Le travail de collecte de témoignages** des personnels techniques et pédagogiques ou d'anciens acteurs de la jeunesse et de l'éducation populaire, engagée par Denise BARRIOLADE.

Ensuite, les temps forts qui ont ou vont marquer l'année 2016 :

- Le 22 mars, au siège de l'UCPA, le séminaire « le sport en France à l'épreuve du racisme », organisé suite à la publication d'un ouvrage collectif du même nom coordonné par Pierre FRANÇOIS, Claude BOLI et Marianne LASSUS.
- Publication en mars de la Journée d'étude « La gestion du risque dans le sport – 1962/2012, regards croisés ». Pour cette journée, qui s'est tenue le 2 avril 2014, les contributions ont été rassemblées et relues par des membres du comité, puis soumises aux Presses universitaires du Septentrion à Lille grâce au suivi assuré par Laurence MUNOZ.
- Retranscription enfin réalisée de la Journée d'études du 15 juin 2011 qui s'est tenue au CREPS de Châtenay-Malabry :

"Les CREPS : une histoire mouvementée, un présent en mouvement. Et demain ?"

4. Le 21 mai, à la Rochelle, inauguration d'un centre socio-culturel baptisé « Christiane FAURE » en l'honneur de la femme engagée qu'était cette grande dame de l'éducation populaire, en présence de Denise BARRIOLADE (cf. document réalisé à cette occasion en ligne sur le site internet).

5. Le travail en faveur d'une meilleure communication du comité et notamment la rénovation de son site internet par l'action de Michel CHAUVEAU.

- La présentation des deux « éditions » :
 - La publication de la thèse de Marianne LASSUS (L'invention d'un ministère : 1928-1948).
 - La publication du rapport commandée par Marie-George BUFFET alors ministre de la jeunesse et des sports, (La politique du sport et de l'éducation physique en France sous l'occupation -détails donnés par les services de l'INSEP-).

Exposés spécifiques de Denise BARRIOLADE qui a fait le point sur les recueils de témoignages des personnels techniques et pédagogiques ; Pierre FRANÇOIS qui a retracé l'organisation de la manifestation de la présentation du livre « Le sport en France à l'épreuve du racisme » : la conduite du dossier, les partenariats, l'ouvrage, le séminaire et les retombées.

Ensuite, le service des éditions de l'INSEP a présenté l'état d'avancement des publications en cours (réédition de « *La politique du sport et de l'éducation physique en France pendant l'occupation* » et « *Jeunesse et Sports, l'invention d'un ministère (1928-1948)* », thèse de doctorat de Marianne LASSUS).

Michel CHAUVEAU, membre du bureau, a présenté les outils de communication du CHMJS et ses propositions de rénovation de son site, que Marion WATELLE, du bureau de la Communication, a montré, « en ligne ».

S'en est suivi un débat riche.

Enfin, les rapports budgétaires 2016 et prévisionnel 2017 ont été présentés par François BODDAERT. Il est rappelé les contraintes budgétaires annuelles qui font que les moyens disponibles sont gérés par la DJEPVA à hauteur de 10 000 euros annuels.

Pour 2016, un léger dépassement de près de 1 000 euros est prévisible du fait de la mise en œuvre de la convention financière entre l'INSEP, l'Administration Centrale et le Comité en vue de la publication de la thèse de Marianne LASSUS pour la fin 2016.

Le budget établi pour 2017 est à hauteur de 10 000 euros. Il devrait permettre la réalisation des actions proposées ci-dessous pour l'année prochaine en soulignant le travail pluri annuel lancé sur l'indexation des documents audio de témoignages par une société spécialisée.

Programme de travail 2017-2020

Après discussion, le CHMJS a adopté un projet prévisionnel de travail qui crédibilise les grands axes de son activité pour les années à venir et dont les actions spécifiques pourront, au fil du temps être complétées et réactualisées en fonction du contexte.

- Poursuite des travaux de recueils de témoignages auprès des acteurs de la jeunesse, sous la conduite de Denise BARRIOLADE et, si possible, avec l'appui de bonnes volontés nouvelles. Indexation de ces témoignages pour en faciliter l'exploitation.
- Élargissement de cette démarche au domaine du sport : il faut trouver des « leaders » volontaires et définir une méthode.
- Organisation de deux événements autour de la publication de la thèse de Marianne LASSUS :
 - Un qui pourrait se dérouler fin février 2017 au plus tard, en fonction de la réserve électorale proche, au cabinet du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et en sa présence.
 - Un second qui serait un temps d'échanges scientifiques (de type séminaire) avec des historiens spécialistes de la période et du sujet choisi par M. LASSUS soit à l'INSEP, à l'INJEP, ou au Musée du sport de Nice si les conditions de faisabilité y étaient réunies.
- Investissement dans la recherche de spécialistes et d'historiens, qui auraient intérêt à exploiter les témoignages recueillis pour en concevoir des ouvrages, des articles de références. Une coopération avec l'INJEP et ses interlocuteurs du monde de la recherche est envisagée. Un événement pourrait être programmé en juin, sur ce sujet, avant le dépôt des sujets de mémoires

de master à l'université. Une note de proposition d'action dans ce sens de Pierre FRANCOIS est remise aux participants.

- Mise en place d'un groupe de travail spécifique pour assurer l'alimentation du site internet dans le cadre des nouvelles rubriques définies le 9 novembre 2016.
- Créer un groupe de travail pour procéder à une réforme de l'arrêté relatif au comité d'histoire. Il serait, en effet utile d'adapter la composition du comité à la réorganisation des directions d'administration centrale, comme à celle des services déconcentrés et établissements, d'autant que la date du renouvellement du Comité arrive à échéance le 27 juin 2017.
- Enfin, au-delà des points de l'ordre du jour, des échanges nombreux ont eu lieu quant à la collecte, le tri et la conservation de documents d'archives privés ou publics qui existent. En effet plusieurs membres du Comité ont fait état de l'existence soit dans des associations, soit au domicile d'agents retraités, de témoignages passés portant sur des politiques publiques ou des événements spécifiques, ou encore , sur des histoires de vie administrative.

Après débats, le Comité confirme son objectif de constituer un fonds de ressources historiques sur le ministère de la jeunesse et des sports, tout en étant conscient qu'il n'est pas l'unique structure de référence pour une telle mission, et encore moins sur le traitement « archivistique » de ces documents.

Cet objectif essentiel pourra prendre forme en bénéficiant, notamment des conseils du Centre de Documentation et d'archives des Ministères sociaux, du PAJEP, des archives du travail à Roubaix ou autres institutions. Le Comité d'histoire va tenter de formaliser ce projet en établissant une méthode adaptée à cette démarche.

La présidente remercie les présents de la qualité des échanges et souhaite ~~et~~ longue vie au comité d'histoire.

L'assemblée s'est close par une collation, en présence de Richard MONNEREAU pour le remercier de son action en tant que président du Comité pendant plusieurs années.